

017	UTBM Service communication	L'EST REPUBLICAIN	8 février 2022
		Bourgogne franche-Comté	Crise à l'Université



Crise à l'Université : « Une solution d'ici la fin du mois »

Une semaine après le déclenchement de la crise ouverte suite à la menace de l'Université de Bourgogne de faire sécession si elle n'obtenait pas un double siège à Dijon, Dominique Grevey, le président de l'UBFC - actuellement basée à Besançon - veut croire à une nouvelle crise de croissance plus qu'au début d'une procédure de divorce. Interview.

Où en est-on de cette crise ouverte au sein de la Comue (Communautés d'universités et établissements) UBFC (Université de Bourgogne Franche-Comté) que vous présidez ?

« Je voudrais d'abord rappeler que si je me suis engagé pour l'Université de Bourgogne Franche-Comté, c'est parce que j'ai la conviction que nous serons plus forts ensemble, en travaillant groupés, face à la compétition internationale de l'enseignement supérieur. Le modèle de coopération que nous avons actuellement est celui d'une maison commune. Et il s'agit de susciter et maintenir l'intérêt institutionnel du site Bourgogne Franche-Comté. Cela signifie de retenir l'attention de nos ministères de tutelle, des organismes de recherche - CNRS, INRAE, INSERM, etc. - comme du conseil régional ou des agglomérations... »

Il s'agit là de vœux pieux tant les tensions qui couvaient depuis belle lurette ont désormais éclaté au grand jour. Où en sommes-nous ?

« C'est la structure de notre coopération qui est questionnée, mais pas son fondement. Ce n'est qu'un



« C'est la structure de notre coopération qui est questionnée, mais pas son fondement », assure Dominique Grevey. Photo ER/Franck LALLEMAND

processus normal au sein d'une organisation de se questionner. Évidemment, la prise en compte des préoccupations de chacun est importante. Il faut entendre toutes les parties prenantes. »

Cela, vous l'aviez déjà exprimé voilà pile un an, en reconnaissant que la Comue avait vécu une crise d'adolescence et promettant qu'elle entrerait dans l'âge adulte. Or, force est de constater que cet âge ingrat, où trop n'est jamais assez, semble durer...

« Je crois que dans notre modèle confédéral, qui nécessite un respect mutuel de la personnalité propre de chacun, nous devons être en confiance et en construction. Depuis une semaine, nous continuons à discuter mais j'espère que nous conclurons le 11 février, date importante car nous nous retrouverons autour de la table pour reparer du sujet. »

Quels vont être les enjeux de ce vendredi 11 février ?

« Il va s'agir de faire en sorte que l'ensemble des partenaires se sentent bien dans la coopération. Il nous faut trouver des solutions d'organisation qui fassent en sorte que tout le monde sente qu'il y a un équilibre et que chacun se sente considéré. Nous avons sept établissements autour de la table. Il faut faire en sorte que la structure de coopération prenne en compte les besoins de l'ensemble. »

En Lorraine, Metz et Nancy, qui nourrissaient des antagonismes de longue date, ont réussi à s'entendre et ont ainsi conservé le label d'excellence I-Site (et les financements afférents) que la Bourgogne Franche-Comté a perdu. Cela n'a donc pas servi de leçon ?

« En Lorraine, ils avaient déjà fusionné au moment de l'I-Site, alors

que nous, qui n'avons que 6 ans d'âge, l'avons hâtée. Nous avons toujours été en transition pendant ces dernières années. Il faut faire en sorte que la structure de coopération prenne en compte les besoins de l'ensemble. Car ce qui doit nous retenir ce sont les enjeux ! Nous sommes en train de chercher la meilleure voie qui soit et, s'il y a des avis différents, il faut qu'ils convergent vers une solution. »

Quand espérez-vous l'avoir trouvée ?

« Le 11 février, les chefs d'établissements réunis en conseil vont dire comment ils voient la maison commune et rediscuter sérieusement des options. Ensuite, si l'on n'a pas convergé, nous referons une réunion une semaine ou quinze jours plus tard. De sorte que j'espère que fin février, nous aurons fini la discussion. Et trouvé une solution. »

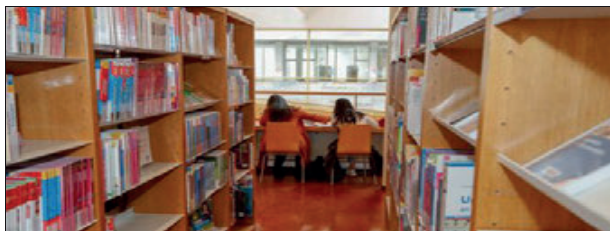
Textes Pierre LAURENT

« C'est gravissime, il faut qu'il y ait un sursaut ! »

Depuis la bombe lancée la semaine dernière par le président de l'UB (Université de Bourgogne) en menaçant de claquer la porte d'UBFC, difficile d'obtenir des analyses et commentaires tant les interlocuteurs sont soucieux de temporeriser et de ne pas hypothéquer l'avenir. Car nombre s'accordent à considérer comme « dramatique » un éclatement de l'UBFC qui, pour certains, reviendrait à « torpiller un navire amiral pour rejoindre des canots de sauvetage où chacun va ramer de son côté. »

« C'est très inquiétant pour l'avenir », commente ainsi un observateur attentif du monde universitaire. « Et même gravissime ! On risque le complet déclassement. Sachant que si l'Université de Bourgogne (UB) revendique un siège sous prétexte qu'elle figure au classement de Shanghai - entre la 501^e et la 600^e place - elle oublie que c'est grâce aux travaux de l'UBFC. » Sans compter, ajoute un autre, « que ce classement est avant tout basé sur la communication et nécessite de verser beaucoup d'argent pour apparaître... »

Certes, « la question du siège a toujours agité les universités et leurs présidents », rappelle un uni-



« La fin de l'UBFC reviendrait à torpiller un navire amiral pour lui rejoindre des canots de sauvetage où chacun va ramer de son côté. » Photo ER/Michaël DESPREZ

versitaire, « car chacun se sent investi de l'histoire de son université : 600 ans cette année pour l'Université de Franche-Comté (UFC), 300 ans pour celle de Bourgogne (UB). À quoi s'ajoutent les questions politiques entre les maires des deux villes qui compliquent la situation. »

C'est pourquoi certains préconisent « une fusion, avec un siège à Dole : le sens de l'histoire est davantage à la fusion des universités, afin de diminuer leur nombre pour accroître leurs forces ; et le siège à Dole calmerait les querelles d'égo en répondant à une logique géographique et même historique. »

En attendant, la crainte est grande de voir l'UBFC « se décompo-

ser, ce qui signifierait qu'il n'y aurait plus de pôle universitaire qui compte et soit attractif entre Paris, la Lorraine, l'Alsace et Lyon. Qui plus est dans une région, la Bourgogne Franche-Comté, en déprise démographique. » Sans compter que 60 à 65 % des mentions Très bien au bac quittent la région Bourgogne Franche-Comté, comme nombre d'étudiants au niveau du master.

« Il faut qu'il y ait un sursaut ! », prônent, enfin, certains observateurs et acteurs de l'université. « Et les étudiants devraient, eux aussi, s'exprimer, car c'est leur destin qui est en train de s'écrire et de se construire. Et de la plus mauvaise façon pour l'instant. »

67 000 étudiants

67 000 étudiants suivent un cursus au sein des sept établissements membres de l'UBFC.

Les sept établissements, répartis sur treize sites, sont : l'UFC, Université de Franche-Comté ; l'UB, Université de Bourgogne ; l'UTBM, Université de technologie de Belfort-Montbéliard ; l'ENSM, École nationale supérieure de mécanique et des microtechniques ; le campus des arts et métiers de Cluny ; Agro-Sup Dijon ; et la BSB, Burgundy School of Business, une école supérieure de commerce située à Dijon. 1 700 doctorants, dont 40 % d'internationaux, préparent actuellement leur thèse dans le cadre de l'UBFC. Plus de 11 000 personnes sont employées à l'UBFC qui compte 2 200 enseignants-chercheurs, 250 chercheurs permanents et 8 800 personnels. Ceci dans 51 laboratoires de recherche, avec 3 Graduate Schools (établissements d'enseignement supérieur), 113 projets ANR (Agence nationale de la recherche) et 26 projets H2020 (projets européens Horizon 2020). Le tout avec une signature scientifique commune et un budget global annuel de l'ordre de 50 M€.